lanticapitaliste.org pour la construction d'un parti des ktravailleurs communiste révolutionnaire

Ni l'un, ni l'autre, ni leur système!

Le duel Macron Le Pen tant espéré par la bourgeoisie, tant entretenu par la presse, sera celui du second tour. Loin des préoccupations des milieux populaires, cette élection a vu s'affronter douze candidats, dont cinq millionnaires, dans une campagne sans débats sur fond de guerre en Ukraine, d'effondrement social et de flambée des prix. L'abstention importante, la plus élevée depuis vingt ans, est majoritaire dans les milieux populaires, donnant à ce scrutin des airs de mascarade. Les partis de gauche de gouvernement (PS-PCF), ceux de droite (LR) sont balayés, les Verts (EELV) éclipsés, l'Union populaire de Mélenchon disqualifiée de peu. Que nous disent ces élections ?

Macron rime avec pognon

La lutte des classes existe et Macron l'a bien compris. Le candidat patronal, partisan de l'argent facile et de la matraque, est arrivé premier avec près de 28 %, avec un seul meeting. Cela n'a rien de surprenant. Le pays a été fracturé entre d'un côté neuf millions d'habitants sous le seuil de pauvreté, des salaires de misère, des conditions de travail épouvantables et de l'autre une richesse insolente. Les 109 milliardaires français ont vu leurs gains augmenter de 30 % pendant la pandémie, et le Crédit suisse estime à trois millions le nombre de ménages qui atteindront le million d'euros de patrimoine en 2023. Tout ce petit monde s'est régalé pendant le mandat du banquier issu d'un gouvernement de gauche et a logiquement voté avec discipline. Leur candidat est là pour protéger cette machine à produire les inégalités, à casser les droits sociaux qu'est le capitalisme. Avec une violence sans retenue. Nous n'oublions pas les milliers de blessés lors du mouvement des Gilets jaunes, les dix-sept éborgnés, les quatre mains arrachées. Nous n'oublions pas non plus sa haine des pauvres, ces noms qu'il disait « difficiles à prononcer », son mépris des « gens qui ne sont rien ».

Alors que penser des appels risibles aux « fronts républicains » et aux « barrages » anti-Le Pen, quand Macron ne cache pas ses intentions de relancer et amplifier ses mesures anti-ouvrières le plus vite possible.

Le Pen : partie prenante du système

En sens inverse, pour dégager Macron, la tentation du pire est présente chez certains. Mais si la démagogie sociale de Marine Le Pen a pu la distinguer en apparence de Macron et de sa politique pro-patronale ou de la surenchère raciste de Zemmour, elle n'a eu de cesse de revenir sur ses promesses de son programme au fur et à mesure qu'elle montait dans les sondages, abandonnant progressivement la retraite à 60 ans pour tous, la défense des 35 heures, la remise en cause de la loi Travail, la sauvegarde du statut de la fonction

publique... Ce qui reste de son programme c'est seulement la "préférence nationale", c'est-à-dire la division entre les travailleurs selon leur origine.

Ces deux-là sont bel et bien complémentaires et complices. Complémentaires, car ils sont les meilleurs ennemis du monde, mais aussi complices. Car derrière une rivalité de façade, Macron et Le Pen aiment l'argent, les riches, les inégalités, les dictateurs en Afrique, en Russie et ailleurs..

Leurs élections et nos choix

Bien des travailleuses et des travailleurs ont cru « voter utile » et espéré en l'Union populaire de Mélenchon, et bien peu ont choisi le vote révolutionnaire (Philippe Poutou et Nathalie Arthaud). Souvent sans illusion, juste pour échapper au duel un peu trop annoncé. D'autres se sont abstenus.

Le Pen et Macron y vont désormais à coup de promesses et de démagogie pour emporter le second tour. Macron se veut en rempart contre l'extrême-droite, mais il porte à la responsabilité d'avoir fait monter ses scores avec son mépris social et sa politique libérale. Quant à Le Pen, elle surveille son langage et met une dose de social dans son programme. Mais elle reste toujours un danger mortel pour nos libertés et nos acquis sociaux. Sa victoire ne pourra qu'encourager le racisme, la division et la xénophobie. Entre la peste et le choléra...

Nous, les travailleurs, les exploités et les opprimés, sommes une immense force potentielle. Le second tour n'offre en réalité aucun choix. Il nous reste à prendre nos affaires en main sans rien attendre de leur monde. Il faut construire le nôtre, maintenant, celui de la solidarité, de l'unité combative de notre camp social, de nos luttes victorieuses contre leur loi du fric, leurs guerres, leur pollution, leur misère.

Bons baisers de Russie

Vendredi 8 avril, le patron de l'ingénierie Renault Gilles Le Borgne, a tenu un de ses grands « All-Staff meeting » au TCR pour nous rassurer sur le fait que malgré la guerre, la direction « continue de discuter avec nos partenaires russes », c'est-à-dire le conglomérat Rostec, aux mains des proches de Poutine.

Mieux que le téléphone rouge USA-URSS à l'époque de la guerre froide, le téléphone rose Renault-Rostec pendant la « *crise ukrainienne* ».

Champ de Tier

Dans le même All-staff meeting, Le Borgne s'est plaint que les fournisseurs de Renault (Tier-1) comme Valéo fassent des marges bénéficiaires supérieures à celles de Renault. Conclusion : « pas de pitié » pour les fournisseurs.

Parce que Renault serait plus tendre avec les fournisseurs qui font une marge opérationnelle inférieure à la sienne ?

Calculs ingénieux

Au milieu de ses tirades sur les nécessaires réduction de coût, Le Borgne a rappelé que 70% du budget total de l'ingénierie Renault provenait de la masse salariale... En clair : malgré la saignée en cours, Renault va encore tailler dans les effectifs et inviter les salariés à aller au prochain « forum emploi ».

Pendant ce temps, il encaissera lui ses primes de performance pour avoir dégraissé un peu plus...

En temps et en heure

Interpellé à la fin de son discours sur la scission des activités de Renault révélée dans la presse, Le Borgne s'est curieusement senti nettement moins bavard. Selon lui on en serait encore à la « phase exploratoire » mais de toute façon ce n'est « ni le lieu ni le moment pour en parler ».

Le problème, c'est que pour Renault il n'y a jamais de lieu ou de moment pour expliquer aux salariés ce qu'ils vont devenir.... Sauf quand c'est trop tard.

Renauxplosion

Dans son dernier numéro, le journal *Challenges* est revenu sur les projets de démantèlement du groupe en préparation, avec notamment la scission des activités entre le secteur électrique (Ampère) et le secteur thermique et hybride (Horse). Un projet déjà très avancé, qui aurait été ficelé fin mars par De Meo et ses consultants financiers...

Soit la même semaine où se tenait un CCSE durant lequel la direction n'a pas pipé un mot là-dessus!

De Pire Ampère

D'après les fuites sorties dans la presse, Ampère aurait vocation à être lancé rapidement en bourse pour

l'électrification, sur le modèle de Tesla. En revanche, le secteur thermique/hydrogène devrait lui être transféré à l'étranger et placé dans une joint-venture avec un autre groupe où Renault serait minoritaire.

Dans les deux cas, ce sera la remise en cause de tous les statuts et protections Renault pour les salariés qui basculeront dans les deux pôles. Préparons-nous dès maintenant à la riposte!

Qu'est-ce qu'on a fait à Biondo?

Dans le même numéro de Challenges, on trouve un portrait de Luciano Bondio, le très paternaliste directeur de Renault Electricity Douai-Maubeuge-Ruitz et ses recettes à succès pour assurer un « dialogue social musclé mais loyal » avec les syndicats. Qui relève du chantage à l'emploi pur et simple : « J'ai dit aux représentants des salariés de ne pas me menacer de faire grève et moi je ne les menaçais pas de fermer les usines ».

Une ambiance de travail qui augure bien de ce que vont subir les salariés Renault avec la filialisation du groupe en différents pôles.

Fausses notes

Les bilans individuels dont dépendent les augmentations de salaire individuelles relèvent franchement de la blague. La décision de la note finale est en réalité prise en amont et en avance de l'entretien. D'où le fait qu'un certain nombre de collègues se retrouvent avec des commentaires du N+1 favorables et des notes qui le sont nettement moins.

En revanche, il n'y a pas de doute que les grands chefs toucheront bien leurs primes pour avoir atteint leurs objectifs de salariés mal notés.

Les travailleurs d'Amazon en lutte pour les salaires

Les huit entrepôts d'Amazon situés en France sont touchés par un mouvement de grève. En cause, les salaires très faibles, le plus souvent guère plus élevés que le Smic. La direction propose une augmentation dérisoire de 3 %, inférieure à l'inflation. Ce mouvement aurait mobilisé environ 1500 salariés sur les 12 000 CDI qu'emploie le groupe et est prévu pour durer au moins jusqu'à jeudi, jour de négociation dans le cadre des NAO. Les travailleurs et les syndicats qui organisent le mouvement réclament au moins 5 %. Ce serait bien le moins dans un des groupes les plus riches du monde dont le bénéfice s'est élevé en 2021 à 33 milliards de dollars.